

Brochure n° 3369

Convention collective nationale
IDCC : 2132. – RÉGIES DE QUARTIER
ET COMITÉ NATIONAL
DE LIAISON DES RÉGIES DE QUARTIER

AVENANT N° 12 DU 17 DÉCEMBRE 2009
À L'ACCORD DU 25 JANVIER 2000 RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1050694M
IDCC : 2132

Article 1^{er}

Objet de l'avenant

Les partenaires sociaux, réunis en commission paritaire de négociations le 17 décembre 2009, décident de modifier l'alinéa 4 du chapitre 15.2 de l'accord sur la prévoyance du 25 janvier 2000 comme suit :

« Ce complément de salaire est servi à l'issue d'une franchise fixe de 5 jours par arrêt (au lieu de 7 jours, sauf lorsque la sécurité sociale n'applique pas sa propre carence, par exemple en cas de rechute) et sans franchise en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle. »

Article 2

Taux de cotisation

Le taux global de cotisation reste inchangé.

Article 3

Effet et durée de l'avenant

Le présent avenant est applicable au 1^{er} janvier 2010, étant entendu que les arrêts dont l'origine est antérieure à cette date restent couverts selon les dispositions prévues dans les avenants précédents.

Il fait partie intégrante de l'accord collectif national professionnel du 12 avril 1999 et il a la même durée que celui-ci. Il pourra être modifié ou dénoncé selon les conditions des articles L. 2261-7, L. 2261-8, L. 2261-9, L. 2261-10, L. 2261-11 et L. 2261-13 du code du travail.

Dans l'hypothèse où le contrat de garanties collectives serait résilié à l'initiative de l'une ou des parties, les partenaires sociaux se réuniront pour trouver une solution de remplacement. A défaut, le présent avenant cesserait de s'appliquer à la date d'effet de la résiliation.

Le présent accord a force obligatoire.

Article 4

Dépôt

Le présent avenant est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Paris, le 17 décembre 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Syndicat national professionnel des employeurs régies de quartier.

Syndicats de salariés :

Fédération nationale des personnels des organismes sociaux CGT ;

Fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT.